

L'Amazonie brûle, Macron s'enflamme

Par Chantal Rayes, Correspondante à São Paulo et Aude Massiot

«Compte tenu de l'attitude du Brésil ces dernières semaines, le président de la République ne peut que constater que le président Bolsonaro lui a menti lors du Sommet [du G20, ndlr] d'Osaka», a déclaré l'Elysée, vendredi, estimant que «le président Bolsonaro a décidé de ne pas respecter ses engagements climatiques ni de s'engager en matière de biodiversité». Et de poursuivre : «Dans ces conditions, la France s'oppose à l'accord Mercosur en l'état.» Le couperet est tombé. Emmanuel Macron, à la veille du sommet du G7 organisé à Biarritz de samedi à lundi, a décidé de ne pas reculer devant les bravades du président brésilien Jair Bolsonaro.

«Il n'y a pas moyen que l'Irlande vote pour l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur si le Brésil ne respecte pas ses engagements environnementaux», a aussi prévenu le Premier ministre irlandais Leo Varadkar, dans une déclaration transmise à l'AFP. Cet accord doit obtenir l'aval des 28 pour être accepté.

Piqué au vif

«Situation d'urgence aiguë», «crise internationale», «nos enfants et petits-enfants comptent sur nous». Les dernières vingt-quatre heures ont vu les chefs d'Etats du G7 – d'Emmanuel Macron à la chancelière allemande, Angela Merkel, en passant par le Premier ministre canadien, Justin Trudeau – renchérir sur l'importance d'inscrire la protection de la forêt amazonienne à l'agenda du sommet international de Biarritz.

De nombreux people (Madonna, Ricky Martin, Cristiano Ronaldo, Novak Djokovic, Leonardo DiCaprio) ont relayé des photos, [pour certaines datées de plusieurs années, de flammes dévorant l'Amazonie brésilienne](#). Pris dans ce tsunami d'émois déversés sur les réseaux sociaux depuis deux jours, les dirigeants étaient dans l'obligation de s'exprimer sur le sujet. Cela bien que le Brésil ne soit pas invité au G7.

Piqué au vif par les critiques de ses homologues, le président brésilien Jair Bolsonaro a attaqué Emmanuel Macron, un des premiers à avoir réagi sur Twitter, l'accusant d'avoir «une mentalité colonialiste» et d'instrumentaliser «une question intérieure au Brésil et aux autres pays amazoniens» avec «un ton sensationnaliste qui ne contribue en rien à régler le problème».

À lire aussi : [Brésil : de l'Amazonie à l'Argentine, le grand délire de Bolsonaro](#)

Pourtant, l'Amazonie a bien tout à craindre du dirigeant d'extrême-droite brésilien, «le chef d'Etat le plus dangereux du monde pour l'environnement», selon l'hebdomadaire britannique *The Economist*, qui consacrait récemment sa une à l'«agonie» de cette forêt, dont 60% de la surface se situe au Brésil. Depuis l'arrivée du leader d'extrême droite à la tête du pays, en janvier, le défrichage s'accélère. La hausse était de 25% entre avril et juin et de... 278% en juillet, avec la disparition pour ce seul mois de 2 255 km² de forêt vierge, soit l'équivalent de la superficie du Luxembourg.

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres a lui aussi alerté : «En pleine crise climatique mondiale, nous ne pouvons nous permettre d'endommager davantage une source majeure d'oxygène et de biodiversité.» Entre janvier et août, 72 843 départs de feu ont été enregistrés au Brésil, contre 39 759 sur la totalité de l'année 2018, selon des chiffres de l'Institut national de recherche spatiale (INPE).

Pendant sa campagne, l'ancien militaire brésilien avait promis au puissant lobby agricole, grand pourvoyeur de devises mais aussi grand défricheur, de ne pas «*mettre des bâtons dans les roues des producteurs*». Bolsonaro a tenu parole. Il a désavoué la très sérieuse agence chargée de surveiller par satellite la déforestation et dont les chiffres seraient «*mensongers*». Son ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, accusé d'acointances avec le secteur minier, a pour sa part annoncé la révision de toutes les zones protégées du pays et freiné les missions d'inspection du défrichage illégal en Amazonie. Le nombre d'amendes est également en net recul. Le message est clair : les défricheurs ont la voie libre. Résultat, la Norvège, principale donatrice du Fonds de préservation de la forêt amazonienne, [a suspendu mi-août ses aides financières](#), peu après que l'Allemagne a fait de même.

«L'obsession d'abattre jusqu'au dernier arbre»

Le déboisement (tous biomes confondus) est la première source d'émissions de gaz à effet de serre au Brésil. Entre 2005 et 2012, le pays avait cependant réussi à réduire de plus de 80% le saccage de la forêt amazonienne. Mais avec l'amnistie des défricheurs, votée sous l'ancienne présidente Dilma Rousseff – elle-même peu sensible à l'écologie – puis la crise économique, la disparition de la couverture végétale dans la plus grande forêt pluviale de la planète est repartie à la hausse à partir de 2015.

«*Depuis quelques années, l'idée selon laquelle la préservation est un obstacle à la croissance a fait son retour*, déplore Paulo Moutinho, chercheur à l'Ipam, un centre d'études sur l'Amazonie. *La forêt est à nouveau perçue comme une réserve de terres à exploiter pour l'agriculture, l'élevage ou l'industrie minière.*» Et plus que jamais. Car si Jair Bolsonaro n'est pas un climatosceptique, «*il semble dormir et se réveiller avec l'obsession d'abattre jusqu'au dernier arbre, de déloger jusqu'au dernier Indien au Brésil*», tempête Carlos Rittl, secrétaire exécutif de l'Observatoire du climat, un réseau d'ONG. Fiona Watson, directrice de recherche chez Survival International, parle, elle, d'une «*offensive sans précédent contre les Indiens, dans le but explicite de les assimiler de force et de voler leurs terres*». Situés pour l'essentiel dans la forêt, ces territoires suscitent les convoitises des *ruralistas* comme du secteur des mines.

Ses alliés s'inquiètent de ses prises de position

Le Président joue la carte nationaliste. «*L'Amazonie est à nous, pas à vous*», a-t-il lancé à des journalistes étrangers. Mais si elles flattent son électorat le plus radical, ses bravades embarrassent ses alliés. «*Dans l'armée, commente un observateur, certains commencent à craindre que le défrichage n'entraîne une perte de souveraineté du Brésil sur l'Amazonie*», dont la préservation est cruciale pour contrôler le réchauffement du climat. L'agrobusiness lui-même redoute des représailles commerciales. C'est d'ailleurs Tereza Cristina, la ministre de l'Agriculture, qui a fait pression pour que Bolsonaro renonce à supprimer le ministère de l'Environnement ou à quitter l'accord de Paris sur le climat.

Reste à convaincre le nouvel homme fort du Brésil d'appliquer cet accord, comme l'exige l'UE pour entériner [un traité de libre-échange avec le Mercosur](#) (le marché commun du Cône sud), annoncé lors du G20 d'Osaka. «*Pour essayer d'arracher des gestes concrets à Bolsonaro, les Européens devraient plutôt passer par les ministres de l'Agriculture ou de l'Economie, plus ouverts que lui au dialogue*, continue ce connaisseur des arcanes de Brasília. *Jean-Yves Le Drian n'a pas frappé à la bonne porte.*» Après avoir appris que le chef du Quai d'Orsay, en visite au Brésil fin juillet, avait rencontré des écologistes, Jair Bolsonaro a annulé l'audience qu'il devait lui accorder, préférant se faire couper les cheveux en direct sur Facebook. Façon de dire qu'il refuse de se faire sermonner. Le président brésilien tient d'ailleurs la recette pour sauver la planète : «*Il suffit de faire caca seulement un jour sur deux*», a-t-il lâché devant des journalistes médusés.

[Chantal Rayes](#) Correspondante à São Paulo , [Aude Massiot](#)